Limoges • TRANSPORT FERROVIAIRE

Dans les rues de Limoges ils ont dit oui au POLLT et non à la LGV

Malgré un véritable temps d'hiver, près d'un millier de personnes ont défilé samedi pour réclamer une véritable politique d'aménagement du territoire.

C'est sous l'oeil complice de bien des passantes et des passants lorszde cette matinée frigorifiante que les partisans du POLLT ont défilé samedi matin dans les rues de Limoges. Toujours là, toujours présents, ils voulaient montrer leur détermination, montrer aussi qu'ils sont capables de mobiliser bien au-delà des frontières du Limousin, puisque des contingents venus du Lot, de la Vienne ou du Poitou-Charentes étaient signalés dans le cortège, tout comme les militants de Haute-Vienne solidaires du combat contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Au menu du défilé plusieurs haltes, à l'Hôtel de Ville et à l'Hôtel de Région... Où une délégation a été reçue par Philippe Reilhac. Réception qui a encore rafraîchi le climat... Ce dernier ayant signifié aux représentants des manifestants la mort du POLLT. De quoi susciter la colère de Bertrand Giraud, le responsable du Comité de défense de la gare de Saint-Sébastien (23) et des autres services publics : *«Il y a du monde aujourd'hui, du monde pour dire que la LGV n'intéresse que quelques personnes et que cela n'a aucun sens en terme d'aménagement du territoire. Le seul projet logique, le seul projet viable c'est la rénovation de l'axe historique, tout le monde est d'accord là-dessus.»* Un avis partagé par Philippe Richert, membre du collectif Oui au Pollt, Non à la LGV : *«C'est une très belle mobilisation, du Lot jusqu'à l'Indre on montre bien que les gens sont déterminés. C'est un geste symbolique nous voulons un train qui serve à tout le monde, un train pour tout le monde!»*

Oui au Pollt, non à la LGV ont crié les manifestants dans les rues de Limoges. (Photo :V.T)

Et au-delà des slogans et d'une manifestation particulièrement dynamique l'heure était, comme toujours avec les partisans du POLLT, à la pédagogie. Et en la matière, le moins que l'on puisse dire c'est que leur projet de rénovation de l'axe historique, qui coûterait 500 millions d'euros et qui concernerait 32 départements et 4 régions à des arguments à faire valoir face à une LGV concernant 2 départements, deux régions et dont le coût est évalué à 2 milliards d'euros. Le débat refera donc surface à n'en pas douter ■

B.C